



**PRÉFET
DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Affaire suivie par : Sophie LAVIGNE

Nantes, le 11/01/2023

Unité départementale de la Loire-Atlantique
sophie.lavigne@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 72 74 76 51
N/Réf : SRNT-2023-0026

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Établissement

Société : Laiterie du Val d'Ancenis LVA, ci-après dénommée l'exploitant
Commune : Ancenis

Régime ICPE de l'établissement : Autorisation

Objet du rapport :

Par courrier du 28 décembre 2022, l'exploitant a fait part de ses remarques sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis le 14 décembre 2022 dans le cadre de la procédure contradictoire.

Le présent rapport a pour objet d'analyser ces remarques et de proposer un projet d'arrêté modifié.



Tél : 02.72.74.73.00
Mél : dreal-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr
5 rue Françoise Giroud – CS 16326 – 44263 NANTES cedex 2

I - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

I.1 - Mise à jour classement

L'exploitant demande que les valeurs concernant le tonnage et le volume de classement, au titre de la rubrique 1510 Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts, du groupe IPD Fromagerie/Beurrerie/Plateforme PF/Magasin Emballage/Soparvol soient celles du courrier de suite d'inspection transmis le 28/07/22 : soit un volume total de 495 900 m³ et non ceux du dossier de réexamen. Le régime du site au titre de cette rubrique demeure celui de l'enregistrement. (seuil d'autorisation = 900 000 m³). S'agissant en outre d'un porter à connaissance visant à bénéficier de l'antériorité au titre de cette rubrique, il est proposé de modifier le projet d'arrêté sur la base de ces chiffres.

I.2 - Rejets aqueux

L'exploitant souhaite la prise en compte du taux d'abattement moyen annuel réactualisé de la station de la Bigotterie traitant ses rejets pour le paramètre DCO (taux moyen de 2019 à 2021 de 92%, taux moyen de 2017 à 2019 de 92,8 %), le taux d'abattement pour la DBO5 étant conservé. La valeur limite en concentration journalière pour le paramètre DCO, si le taux d'abattement est supérieur à ce taux d'abattement moyen, est inférieure à celle calculée via la formule [NEA-MTD rejet direct/(1-taux d'abattement moyen)]. Il est donc proposé de modifier la valeur retenue pour le taux moyen d'abattement pour le paramètre DCO sans modification de valeur limite de concentration.

L'exploitant est responsable de la conformité de ses rejets et devra s'assurer du respect des concentrations limites, en DBO5 et DCO de ses rejets, dépendantes du taux d'abattement de la station de la Bigotterie à laquelle sont raccordés ces rejets. .

L'exploitant demande à ce que les normes d'analyses des paramètres phosphore et DCO, identifiées dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaires¹ et prescrites par l'arrêté ministériel du 27 février 2020², ne figurent pas dans le projet d'arrêté, à l'instar du paramètre azote. Pour le paramètre azote total, l'arrêté ministériel impose deux normes, l'une d'elle NF EN 12260 a été abrogée, l'autre ne peut s'appliquer pour les effluents dont la concentration en DCO est supérieure à 120 mg/l, ce qui est le cas pour les effluents prétraités par LVA. Le projet d'arrêté prescrit à ce titre « En l'absence de norme applicable pour l'analyse de la concentration en azote total au regard de la concentration en DCO des effluents à analyser, l'exploitant définit une méthode d'analyse interne, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats obtenus via cette méthode sont comparés aux résultats d'analyse par le laboratoire externe des concentrations en azote total de Kjeldahl, nitrates et nitrites. L'exploitant met en œuvre les actions correctives le cas échéant pour garantir la représentativité des analyses internes. »

Or aucun argument relatif à la non applicabilité de ces normes sur les paramètres phosphore et DCO n'est avancé par l'exploitant.




Il est proposé de ne pas modifier le projet d'arrêté sur ce point .

1 Décision d'exécution (UE) N°2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, publiée au journal officiel de l'Union européenne le 4 décembre 2019

2 Arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

II - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Suite à l'analyse des remarques transmises par l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire, l'inspection des installations classées propose en annexe du présent rapport une nouvelle version du projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui peut être mis à la signature sans nouvelle procédure contradictoire.

<i>Rédacteur</i> L'inspecteur de l'environnement  Sophie LAVIGNE	<i>Vérificateur</i> L'inspecteur de l'environnement Le chef d'Unité Départementale  Christophe HENNEBELLE
APPROUVÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation Le chef du service des risques naturels et technologiques  Thibaut NOVARESE	